

LA RUE BEN-M'HIDI BLOQUÉE PAR DES MANIFESTANTS

Colère au centre-ville d'Oran

La situation que vit une grande partie des habitants du centre-ville d'Oran qui occupent des immeubles menaçant ruines a poussé plusieurs dizaines de jeunes à manifester, hier, leur colère sur la principale avenue du centre-ville d'Oran, en l'occurrence le boulevard Arbi Ben M'hidi. Ainsi, la circulation sur ce principal axe routier a été paralysée pendant presque toute la matinée d'hier.

C'est l'incendie qui s'est déclaré au deuxième étage de l'immeuble 7 de la rue Mahatma Gandhi, au centre-ville d'Oran, provoquée par une étincelle électrique, qui a enflammé les esprits. «Cela fait trop longtemps

que nous vivons dans cette misère», dira un jeune.

«Mais pourquoi les autorités locales ne réagissent-elles pas ? Nous savons bien qu'elles sont au courant de notre problème, du moment que toute la presse

l'avait soulevé à plusieurs reprises», déplore notre interlocuteur qui dit ignorer pourquoi les responsables locaux tardent à intervenir pour éviter le pire. Face à l'ire des citoyens qui ont d'ailleurs brûlé des pneus et bloqué la circulation, la police a quadrillé les lieux pour parer à toute éventualité.

Au total, ce sont pas moins de trente familles qui résident dans cet immeuble menaçant ruines. Suite à leur mouvement de protestation, le maire d'Oran s'est déplacé sur les lieux et est parvenu à calmer les esprits

en demandant aux contestataires de désigner six personnes pour les représenter et s'entretenir avec le chef de la daïra d'Oran qui transmettra leurs doléances au wali qui devra à son tour étudier leur situation et décider des suites à prendre. Les manifestants se sont dispersés par la suite tout en espérant que les propos du maire ne sont pas uniquement un leurre pour «dispenser» les habitants. Ces derniers nous diront qu'ils comptent bien obtenir gain de cause car il y va de leur propre vie.

Ben Aziz

La région ouest du pays se dote d'un annuaire économique

Après une année d'effort, le premier annuaire économique de l'Ouest est enfin paru. L'information nous a été communiquée lors d'une conférence de presse organisée au niveau de l'hôtel Timgad, à Oran, pour la présentation de cet annuaire d'une grande utilité, notamment sur le plan informationnel, pour les professionnels économiques.

«Ce guide va répondre aux besoins informationnels nécessaires à tout opérateur économique exerçant ou souhaitant exercer dans la région ouest du pays», dira M. Douar Hamid, le manager de la société réalisatrice de ce guide.

«Cet annuaire comporte 7 645 données relatives aux marchés économiques de la région ouest du pays. Il concerne pas moins de 14 secteurs d'activité», note le responsable de ce projet lors de son intervention. Et d'assurer que la collecte

de ces informations a été réalisée par différentes équipes travaillant sur le terrain, sillonnant différentes zones et wilayas du pays. D'où la fiabilité des informations incluses dans cet annuaire.

«Les informations intégrées dans cette édition de l'année 2009 concernent 60% de la région ouest du pays, les 40% restants concernent des sociétés et des entreprises installées un peu partout à travers le territoire national», précise le conférencier.

«Cet annuaire sera au début distribué gratuitement pour les entreprises intéressées par cette œuvre», répondra M. Douara à notre question relative au prix de cet annuaire, et de poursuivre «s'il y a une commande particulière, son prix sera étudié en fonction de la commande».

Cet annuaire, qui a été réalisé dans le cadre d'un projet de l'Ansej, financé par la BEA d'Oran, fonctionne avec le principe d'insertion. En effet, chaque entreprise souhaitant paraître dans l'une des éditions de cet annuaire (actualisé annuelle-

ment) doit commander son insertion. «Les tarifs sont calculés sur la base de différents paramètres (taille du placard...), souligne-t-on. Les informations économiques publiées dans les 292 pages qui constituent cet annuaire, précise-t-on, sont classées en 213 rubriques. «Cet annuaire va contribuer à générer une dynamique macroéconomique assez importante dans la région ouest du pays, ainsi qu'à travers le pays, et du fait de l'information économique contenue, il va stimuler la consommation», dira un expert économique en intervenant lors de ladite conférence tenue ce mercredi à l'hôtel Timgad d'Oran.

«Ce guide ne tardera pas à évoluer dans les prochaines éditions pour toucher d'autres régions du pays. Nos ingénieurs sont depuis près d'une année à pied d'œuvre pour réaliser un site Internet qui permettra de donner à ce projet une envergure internationale», conclut M. Douar.

B. A.

APRÈS 5 ANS DE DÉTACHEMENT

Des délégués des arouch de Bouira priés de rejoindre leurs postes

Serait-ce la fin de l'épisode arouch qui avait failli ébranler un moment l'édifice «antisismique du système Algérie» ? Tout porte à le croire en se fiant à des informations émanant des délégués de la CCCWB, du moins, l'aile dialoguiste.

Ayant obtenu des détachements depuis janvier 2005, suite à l'engagement du mouvement des arouch de dialoguer avec le gouvernement, deux délégués de la CCCWB, Djaâfer Abdeddou de Taghzout et Idir Allaoua d'Ath-Leksar, tous deux appartenant au corps de l'éducation, ont été destinataires dernièrement d'une note les invitant à rejoindre leurs postes d'origine.

Immédiatement après cette décision, les deux délégués ainsi que Djamel Yahiaoui, délégué de Bechloul, se sont rendus à la direction de l'éducation pour s'enquérir de cette question. «Face à l'intransigeance du directeur de l'éducation qui a dit s'en tenir à la note de sa tutelle, à savoir le ministère

de l'Education nationale, nous avons rappelé les décisions de ces détachements prises par le chef de gouvernement de l'époque, Ahmed Ouyahia, actuellement Premier ministre.»

«Par conséquent, nous avons dit au DE, poursuit notre interlocuteur, que le seul responsable qui puisse remettre en cause ces détachements ou les annuler est bel et bien l'actuel Premier ministre.»

Après cette entrevue avec le DE, les trois délégués, non satisfaits des réponses du DE, ont rencontré mercredi dernier le chef de cabinet du wali pour lui faire part de ce problème. D'après toujours Djamel Yahiaoui, le chef de cabinet qui a rappelé tous les efforts et reconnu les sacri-

fices consentis par les délégués de la CCCWB dans le cadre de l'apaisement de la situation qui avait prévalu, et qui prévaut encore dans certaines localités, a promis de transmettre ces préoccupations aux responsables centraux afin de trouver une solution à ce problème.

Pour rappel, au niveau de la wilaya de Bouira, parmi les quatre délégués de la CCCWB qui avaient pris part au dialogue engagé par le pouvoir en janvier 2005, trois délégués, à savoir Djaâfer Abdeddou, Idir Allaoua et Bellout Rabah d'El-Esnam, ont bénéficié de détachements pour pouvoir s'engager pleinement et sans

contraintes dans la mise en œuvre des futurs engagements du gouvernement. Ainsi, les délégués qui avaient signé, vers fin février 2005, un accord avec le gouvernement ont constitué des commissions dont celle qui a répertorié les ayants droit des victimes du printemps noir

ainsi que les blessés, et qui ont bénéficié d'indemnités et autres pensions. Parallèlement à cette action, des délégués qui avaient été licenciés pour leur activité au sein du mouvement citoyen avaient été réintégrés.

Toutes ces actions avaient été menées grâce à des permanences équipées de matériel informatique et de lignes téléphoniques, ouvertes au frais de l'Etat au niveau de chaque wilaya concernée par ce mouvement, à savoir Tizi-Ouzou, Béjaïa et Bouira.

Cependant, sur les 15 points inscrits dans la plateforme d'El-Kseur rédigée le 14 juin 2001, dans le feu des événements, ainsi que les 7 points inscrits dans le chapitre des incidences, force est de constater que peu de choses a été fait. A Bouira, le bureau de cette permanence ouverte au niveau du lotissement Draâ-El-Bordj est toujours entre les mains des arouch dialoguistes.

Y. Y.

GRIPPE A

Vent de panique à Bordj-Bou-Arréridj

Peur du vaccin ou du virus ? L'épidémie de grippe cristallise la méfiance de la population de Bordj-Bou-Arréridj envers les autorités qui ont promis les vaccins sans rien voir arriver.

S'ajoute à cela l'absence de communication des autorités sanitaires pour rassurer la population, et tout cela a créé un climat de panique et de grande confusion. La grippe A est en train de faire oublier le chômage, la mal-vie et les scandales financiers rapportés par la presse. Cependant, les citoyens restent vigilants et se demandent, devant l'insuffisance des doses de vaccins, qui sera prioritaire pour la vaccination ? Ceux qui sont à risque élevé ? Ceux dont les activités sont indispensables au pays ? Les populations ayant une probabilité plus élevée de développer une forme grave ou mortelle de l'infection ? De nombreux médecins affirment que ce sont les personnes dont l'activité conduit à propager l'épidémie et celles que l'infection met directement en danger, sauf à disposer d'une quantité très importante de vaccins (ce qui n'est pas le cas). Selon la déclaration du docteur Abdeslam Chakou (secrétaire général du ministère de Santé), 8 000 personnes ont été déjà contaminées, et des spécialistes ont annoncé qu'en 2010, 10% de la population algérienne seront touchées, soit près de 4 millions de personnes, un chiffre qui fait peur. L'Etat va-t-il imposer un «tri» en cas d'afflux soudain de malades ? Aujourd'hui, l'objectif crucial est de prendre en charge cette pathologie. Il faut agir vite pour arrêter la pandémie grippale, car il y a péril en la demeure.

Layachi Salah-Eddine

Des centres de référence et de tri créés à Tizi-Ouzou

Dans le cadre du dispositif national de prévention et de lutte contre la grippe A, les autorités sanitaires viennent de créer deux centres pour la prise en charge appropriée des malades.

Les deux services en question soignent les gripes saisonnières et porcine. Pour le premier, appelé centre de tri, il permettra d'accueillir les patients présentant des symptômes de la grippe pour faire ensuite un diagnostic premier après un moment d'observation. C'est dans le souci de faire la part des choses pour plus de précaution que les responsables de l'hôpital ont décidé d'isoler du service des urgences toutes les personnes présentant des états grippaux, vite orientées vers le nouveau service mitoyen avec le pavillon des urgences. Dans le cas où un patient présente des symptômes sévères et semblables à ceux de la grippe A, il est immédiatement hospitalisé au centre de référence pour recevoir les soins appropriés en attendant les résultats des prélèvements préalablement effectués et envoyés à l'institut Pasteur d'Alger. En attendant ces investigations médicales, les malades sont, totalement, pris en charge dans ce centre d'isolement pourvu de seize lits.

Les citoyens rencontrés au centre hospitalier Krim-Belkacem ont accueilli avec joie cette manière de faire, et nombreux parmi eux nous l'ont fait savoir. «C'est très professionnel d'avoir pensé à tout ça, car en ces moments de froid, la grippe saisonnière fait des ravages ; par conséquent, le service des urgences est submergé. Ils ont opté pour une solution salubre pour éviter les entassements de patients qui viennent pour plusieurs motifs», a tenu à nous dire ce père de famille venu pour une radiologie. En plus de la prévention et la lutte des services sanitaires contre la grippe A, le meilleur moyen de s'en prémunir reste l'hygiène dans les espaces publics. Des campagnes de prévention dans les milieux scolaires sont vivement souhaitées.

Slimane S.

KHENCHELA

Des commissions de contrôle pour la vente du ciment

La Direction du commerce de la wilaya de Khenchela a procédé, ces derniers jours, à la mise en place de plusieurs commissions de contrôle pour la vente du ciment à travers les différentes communes de la wilaya afin de mettre fin aux dérapages enregistrés ces derniers mois quant à l'approvisionnement de ce produit qui a fait couler beaucoup d'encre.

La direction du commerce a enregistré plusieurs dépassements dans les prix, la facturation et le monopole illicite de cette matière, ce qui a poussé plusieurs entrepreneurs à abandonner des projets à travers la wilaya de Khenchela.

Ces commissions ont pour mission de veiller à la bonne réception du produit, sa facturation et son suivi auprès des commerçants de détail et sa bonne distribution selon les prix désignés par les instances concernées.

Benzaïm Abdelouahab